



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence
1, 2 et 3 juillet 2016

1, 2 and 3 July 2016

PROJET

DRAFT

**DANS UN MONDE DE TURBULENCES,
QU'ATTEND-ON D'UN PAYS ?**

***IN A WORLD OF TURMOIL,
WHAT IS A NATION FOR?***

Programme au 7 avril 2016

Program as of April 7 2016



Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

1, 2 et 3 juillet 2016 1, 2 and 3 July 2016

Dans un contexte mondial toujours plus perturbé et de moins en moins prévisible, l'édition 2016 des Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence rassemblera plus de 200 intervenants venus du monde entier pour discuter du rôle que jouent les pays dans la mondialisation.

La France sera au coeur des débats. Cependant l'idée n'est pas de célébrer ni de blâmer un pays en particulier. L'objectif sera d'apporter des discussions sérieuses sur l'avenir des pays dans un monde turbulent. Les débats se concentreront sur les défis auxquels font face les pays en termes de territoires, d'identité, de modèle social, d'opportunités ou de politiques économiques à l'heure où le numérique a profondément bouleversé la donne. Les élections à venir aux Etats-Unis, en Allemagne, en France ou encore en Iran renforcent la légitimité de ces choix et de cette question :

Dans un monde de turbulences, qu'attend-on d'un Pays ?

Le vendredi, l'accent sera porté sur la notion de pays dans le monde d'aujourd'hui. Dans quel monde vit-on et comment pouvons-nous prévoir son évolution ? Quelles sont les caractéristiques principales de la globalisation et de l'internationalisation ? Dans ce contexte, l'échelle du pays garde-t-elle sa pertinence ? La croissance est-elle davantage un marqueur des performances économiques entre les pays ou un indicateur de bien-être ?

Le samedi, les 5 parcours permettront d'imaginer sur quelles fondations nous pouvons bâtir un pays idéal : le contrat social, les opportunités et les politiques économiques, le territoire, et la population. Nos discussions se baseront sur les différentes expériences, fructueuses ou non, étrangères et françaises, afin de dessiner les piliers essentiels d'un pays et parmi eux de la France. Ces parcours seront ponctués de débats au cours desquels la France d'aujourd'hui sera replacée au centre : quelle est la stratégie internationale de la France ? Quel modèle de réforme doit-on suivre ? Quelles sont les spécificités du modèle français ?

La journée du dimanche permettra de lier les défis nationaux au contexte international en se projetant dans le long terme. Ainsi, il s'agira de discuter de l'Europe et de son avenir, d'imaginer les relations internationales futures, d'estimer le rôle que joueront les nouvelles technologies dans l'ordre mondial, de discuter de la notion de leadership et d'évaluer les bouleversements en termes de puissance : qui en sera détenteur et comment se manifestera-t-elle ? Nous aborderons enfin la place de la France et le rôle qu'elle peut jouer dans ces nouvelles perspectives.

The 16th edition of Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence will be dedicated to the role of a country in a globalized world. More than 200 speakers from all around the world will be discussing various topics such as the place of a given country in the global economy.

As a major French event the focus will be partly on France. However, the idea is neither to celebrate nor to blame any country. It aims to provide substantive discussions about the future of the countries within a turbulent and unpredictable world.

The challenges the countries are facing about territories, identities, social contract, and economic opportunities and policies will be debated while digital is still shaping a new era. The forthcoming elections in the US, Germany, France and Iran, strengthen the relevance of the topic:

In a World of Turmoil, what is a Nation for?

On Friday, the stress will be on the global world: what are the main characteristics of globalisation? How can the world's economic future be predicted? Is the scale of the countries still relevant under the constraints due to the world's instabilities? Is growth an index of economic performances only or an index of well-being in overall?

On Saturday, 5 paths will allow us to determine on what underpinnings a country should be built. The 5 paths are the social contract, economic opportunities and policies, the territories, and the population. Discussions will be based on various experiences, profitable or not, international or local, in order to design the pillars of an ideal country. In between, there will be several debates focused on France. What is the international strategy of France? Is there only one way to reform a country? How can we reform France according to the key elements brought during the paths' sessions?

On Sunday, we will gather the information that both Friday and Saturday will provide in order to link national challenges within a global world in a long run analysis. Therefore, the European Union, its concerns, and its future will start the day's discussions. Additionally, the perspectives of international relations; the role of new technologies in the world (dis)order; the future aspects of power and leadership are the themes that will be tackled on Sunday. We will conclude Les Rencontres économiques d'Aix-en-Provence by a focus on France in order to anticipate the role it can play in the hardly predictable world.

Samedi 2 juillet

Vendredi 1 juillet

9h45	Sessions étudiantes	
12h		
13h30	Accueil	
14h	Session inaugurale Qu'est ce qu'un pays dans le monde d'aujourd'hui ?	
15h	Session 1 Sommes-nous vraiment dans un monde turbulent ?	Session 2 Y a-t-il plusieurs formes de capitalisme ?
16h30	Session 3 La souveraineté économique existe-t-elle encore ?	Session 4 Une économie peut-elle être dynamique sans croissance ?
18h	Débat 1 Economie & Politique : quel pilote ?	
18h45		

8h	Débat 2 La stratégie française n'est-elle qu'euro-péenne ?				
	Parcours 1 Le Contrat Social du pays idéal	Parcours 2 Les Opportunités Economiques du pays idéal	Parcours 3 Les Territoires du pays idéal	Parcours 4 La Population dans un pays idéal	Parcours 5 Les Politiques Economiques du pays idéal
8h45	Session 5 L'Etat peut-il tout décider ?	Session 9 L'innovation sert-elle vraiment la croissance ?	Session 13 La conquête des territoires est-elle toujours d'actualité ?	Session 17 Comment bénéficier de la contrainte démographique ?	Session 21 Nos politiques économiques sont-elles efficaces ?
10h00	Débat 3 Une entreprise peut-elle être emblématique d'un pays ?				
10h30	Session 6 Et si on numérisait le contrat social ?	Session 10 Finance : arme de destruction massive ou bras armé des Etats ?	Session 14 La frontière a-t-elle un rôle économique ?	Session 18 Y a-t-il un modèle d'intégration ?	Session 22 La culture est-elle une force de frappe économique ?
11h45	Débat 4 Y a-t-il un modèle unique de réformes ?				
12h30					
14h45	Débat 5 Comment réformer la France ?				
15h15	Session 7 Mais pourquoi réduire les inégalités ?	Session 11 Entreprises et mondialisation : je t'aime moi non plus	Session 15 Le monde est-il devenu villes ?	Session 19 Un marché du travail pour tous !	Session 23 La fiscalité peut-elle servir l'attractivité ?
16h45	Session 8 Qu'est ce qu'un contrat social performant ?	Session 12 Qui sont les créateurs de richesses ?	Session 16 Les territoires peuvent-ils être durables ?	Session 20 Le capital humain est-il l'avenir des pays ?	Session 24 Faut-il enterrer Keynes ?
18h15					

Dimanche 3 juillet

8h30	Débat 6 Quel modèle de Défense pour le XXIe siècle ?
9h	Session 25 Réanimer la gouvernance mondiale
10h	Session 26 Les pays sont-ils dépassés par les nouvelles technologies ?
11h	Session 27 Quelle forme aura la puissance de demain ?
12h	Débat 7 L'UE est morte, vive l'UE !
12h30	Session 28 Comment la France se positionne-t-elle dans le monde ?
13h30	Conclusion et déclaration finale
14h	

Friday July 1

9:45 am	Students' Sessions	
12 pm		
1:30 pm	Welcome Address	
2:00 pm	Opening Session What Is A Country In Today's World?	
3:00 pm	Session 1 Are We Really In A Turbulent World?	Session 2 Are There Different Forms Of Capitalism?
4:30 pm	Session 3 Does Economic Sovereignty Still Exist?	Session 4 Can An Economy Be Dynamic Without Growth?
6:00 pm	Debate 1 Economy & Politics: What Is The Driving Force?	
6:45 pm		

Saturday July 2

8:00 am	Debate 2 Is French Strategy Only European?				
	Track 1 Ideal Country: The Social Contract	Track 2 Ideal Country: Economic Opportunities	Track 3 Ideal Country: Territories	Track 4 Ideal Country: Population	Track 5 Ideal Country: Economic Policies
8:45 am	Session 5 Can State Decide Everything?	Session 9 Does Innovation Really Serve Growth?	Session 13 Is The Conquest Of New Territories Still On The Agenda?	Session 17 How To Benefit From The Demographic Constraint?	Session 21 Are Our Economic Policies Effective?
10:00 am	Debate 3 Can A Company Symbolise A Country?				
10:30 am	Session 6 What If We Digitised The Social Contract?	Session 10 Finance: Weapon Of Mass Destruction Or Armed Wing Of States?	Session 14 Do Borders Play An Economic Role?	Session 18 Is There Such Thing As An Integration Model?	Session 22 Culture: An Economic Strike Force?
11:45 am	Debate 4 Is There A Single Way To Reform?				
12:30 pm					
2:45 pm	Debate 5 How To Reform France?				
3:15 pm	Session 7 But Why Reduce Inequalities?	Session 11 A Love-Hate Relationship Between Businesses And Globalisation?	Session 15 Do Cities Rule The World?	Session 19 A Labour Market For All!	Session 23 To What Extent Does Taxation Serve Attractiveness?
4:45 pm	Session 8 What Is A Successful Social Contract?	Session 12 Who Creates Wealth?	Session 16 Can Territories Be Sustainable?	Session 20 Is Human Capital The Future Of Countries?	Session 24 Time To Bury Keynes?
6:15 pm					

Sunday July 3

8:30 am	Debate 6 Which Defense Model For The 21st Century?
9 am	Session 25 Restoring Global Governance
10 am	Session 26 Are Nations Overwhelmed By New Technologies?
11 am	Session 27 What Form Will Tomorrow's Power Take?
12 am	Debate 7 The EU Is Dead, Long Live The EU!
12:30 pm	Session 28 Where Does France Stand In The World?
1:30 pm	Conclusion And Final Statement
2 pm	

Dans le cadre de la 16^e édition des Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence, le Cercle des économistes s'est donné pour objectif de susciter la réflexion prospective des étudiants. Il s'agit de recueillir leurs perceptions sur les défis du long terme, l'évolution de la société et les contours du monde dans lequel ils vont vivre autour du thème « Dans un monde de turbulences, qu'attendez-vous de la France ? ».

Pour la quatrième année consécutive le Cercle des économistes et un jury présidé par Erik Orsenna vont sélectionner 100 étudiants venus de toute la France, âgés de 18 à 28 ans, et les inviter à participer aux Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence dans le cadre de l'appel à idées « La Parole aux étudiants ».

Les 100 étudiants invités aux prochaines Rencontres Economiques d'Aix-en-Provence bénéficieront de 3 jours de rencontres exceptionnelles avec plus de 200 décideurs internationaux, ainsi que d'un parcours musical conçu pour eux par le Festival d'Aix.

LA PAROLE AUX ETUDIANTS

For the fourth time round, Le Cercle des économistes is inviting 100 students to take part in Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Aged from 18 to 28 and with a variety of academic backgrounds, the students will participate in the contest "La parole aux étudiants" and write a paper on the subject "In a world of Turmoil, what do you expect from France?" with a prerequisite of proposals for the future.

The five winners will be chosen by a jury chaired by Erik Orsenna and will be awarded the prize *La parole aux étudiants*. The students are in charge of the Friday morning sessions whose topics will arise from their contributions. The purpose of these sessions is also to collect their ideas, find out about their expectations for the years to come and give them the opportunity to debate with experts from all over the world. The students are also expected to take part in the week-end sessions and will be given a chance to ask their questions to the speakers of Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

13h30 - 14h00

Amphi Portalis

Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

14h - 15h

Amphi Portalis

Session inaugurale

Qu'est-ce qu'un pays dans le monde d'aujourd'hui ?

Incertitude et déchirements quant à la place de la nation caractérisent le monde actuel. En à peine plus d'une décennie les sociétés occidentales sont passées de l'utopie de la gouvernance démocratique d'un monde unifié par l'économie à celle d'une mise à l'abri des nations derrière des clôtures. Cette oscillation signale la très grande difficulté que nous avons à penser aujourd'hui le rôle économique, social et politique des nations.

Sur une carte objective, les frontières se voient à l'œil nu. Si la mondialisation et l'intégration européenne ont à l'évidence rebattu les cartes, et contrairement à ce qu'affirment nombre de responsables politiques en mal de justification, les outils de la politique économique sont loin d'avoir tous échappé aux décideurs nationaux. Première question, donc, quel est aujourd'hui le rôle économique des nations ?

Les nations demeurent le creuset des identités collectives. Celles-ci sont cependant questionnées par la revendication d'identités régionales et par la formation en leur sein de communautés qui ne s'inscrivent pas dans une logique d'assimilation. Dans le même temps se développe au sein des élites et dans la jeunesse une culture globale qui affaiblit le référentiel national. Des sociétés économiquement affaiblies, vieillissantes et moins sûres d'elles-mêmes peinent enfin à définir les visions de l'avenir que requiert le « plébiscite permanent » constitutif d'une identité dynamique. Deuxième question, donc, quelles sont aujourd'hui les coordonnées sociales de la nation ?

Mais c'est surtout la politique qui est déstabilisée par la question nationale. Les attentes à l'égard du politique débordent à l'évidence l'espace des solutions qu'il peut effectivement mettre en œuvre. Cet écart, qui est source de délégitimation du politique, est une cause centrale de la crise démocratique au sujet de laquelle deux visions s'opposent ; l'une tient toute interdépendance comme une atteinte à la souveraineté et au rôle de la nation ; l'autre ambitionne la construction d'une démocratie transnationale où coexistent différents niveaux de responsabilité et de représentation. D'où la troisième question : comment redéfinir, pragmatiquement, l'espace d'exercice de la démocratie ?

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

1:30 pm - 2:00 pm

Amphi Portalis

Opening of the Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

2:00 pm - 3:00 pm

Amphi Portalis

Opening Session

What Is A Nation In Today's World?

There is much uncertainty and anguish about the place of the nation in today's world. In just over a decade, western societies have moved on from the utopia of democratic governance of a world united by the economy to one where nations are fenced off for protection. This switch explains the very great difficulty we now have in defining the economic, social and political role of nations.

On an objective map, the borders are clear for all to see. Globalisation and European integration have evidently reshuffled the cards, but contrary to what many political leaders affirm in efforts to justify their action, economic policy is certainly not beyond the control of national decision-makers. The first question is, therefore, what is the economic role of nations in today's world?

Nations continue to convey collective identities. However, those identities are called into question by claims for regional identities and the emergence, within nations, of communities that do not seek assimilation. At the same time, elites are forming within the elites, while young people are subjected to a global culture that weakens national references. Societies that are economically weakened, ageing and less sure of themselves are struggling to define the visions for the future required by the "permanent polling" that makes up a dynamic identity. This brings us to the second question: where do the social coordinates of a nation lie today?

It is politics more than anything else that is destabilised by the national question. Expectations of the political realm apparently surpass the scope of solutions that it can actually implement. This gap, which delegitimises politics, is one of the main causes of the democratic crisis where two visions are opposed: one considers that all forms of interdependence undermine sovereignty and the role of the nation, while the other seeks to construct transnational democracy with different levels of responsibility and representation. This raises our third question: how do you redefine the scope of democracy in a pragmatic manner?

Coordination: **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

15h - 16h30

Session 1 - Sommes-nous vraiment dans un monde turbulent ?

La mondialisation, c'est le renforcement de l'ouverture internationale de chaque pays, c'est l'internationalisation accrue des entreprises, et c'est aussi l'intégration croissante des marchés. Mais cela conduit à la globalisation des turbulences économiques. Les crises financières, les chocs monétaires, les pandémies, les effets du réchauffement de la planète, les tensions politiques ou religieuses, et évidemment les conflits ou les guerres, tout cela s'apparente désormais à des crises systémiques qui contaminent l'économie mondiale dans son ensemble. Nul pays n'y échappe, mais à des degrés divers. Chaque crise ne ressemble pas à la précédente et en même temps l'Histoire révèle leur cyclicité. L'ampleur de ces turbulences systémiques dépend d'abord de la nature de ces chocs, de leur taille, de leur prévisibilité. Elle répond aussi aux multiples interdépendances qui font de l'économie mondiale un immense réseau, constitué de divers types de flux (de produits, de technologies, de capitaux, d'idéologies, de migrants...) et de mécanismes brutaux d'ajustement et d'amplification des chocs devant lesquels tous les pays ne sont pas égaux.

L'objectif de cette session sera d'analyser en quoi l'économie mondiale est aujourd'hui particulièrement turbulente et de plus en plus imprévisible et quelle est la marge de manœuvre des pays dans ce contexte.

Coordination : **André CARTAPANIS**
 (Le Cercle des économistes)

15h - 16h30

Session 2 - Y a-t-il plusieurs formes de capitalisme ?

La chute du mur de Berlin a consacré comme modèle dominant l'économie de marché – ou plutôt des marchés, chacun s'ajustant de manière décentralisée grâce aux signaux que constituent les prix. Depuis le XIX^e siècle celle-ci est consubstantielle au capitalisme sous la forme de la société par actions, c'est-à-dire une propriété collective (privée) du capital par des actionnaires, ces capitalistes employant des salariés, sous le contrôle plus ou moins strict de l'Etat.

A partir du constat de la diversité – temporelle et spatiale – des formes de capitalisme, cette session montrera comment les institutions valent «ici et maintenant», sans modèle dominant ni chemin de croissance unique. Elle s'intéressera également aux défis liés aux évolutions du capitalisme : la mondialisation accroît la mobilité des entreprises et capitaux, et augmente le besoin de redistribution de la part de l'Etat afin de compenser les perdants. D'autre part, dans de nombreux pays, développés ou en développement, la croissance devient avare d'emplois non qualifiés. Comment peuvent évoluer le capitalisme s'il n'a plus besoin de travail, et le contrat social si les mécanismes de redistribution ne peuvent plus être fondés, comme ils le sont actuellement, sur l'accès à l'emploi?

Coordination : **Akiko SUWA-EISENMANN**
 (Le Cercle des économistes)

3:00 pm - 4:30 pm

Session 1 - Are We Really In A Turbulent World?

Globalisation means that countries take a more international outlook while businesses become more global and markets become increasingly integrated. However, it also means that economic turbulences are felt worldwide too. Financial crises, monetary shocks, pandemics, the effects of global warming, political or religious tensions and, of course, conflicts and wars are now all seen as systemic crises that contaminate the world economy as a whole. No country can escape but they may feel the effects to varying degrees. All crises are different, yet History shows that they are cyclical. The extent of this systemic turbulence first depends on the type of shock, its size and its predictability. It is also a result of the multiple interdependences that make up the vast network that is the world economy, with its various flows (of products, technologies, capitals, ideologies, migrants and so on) and the brutal mechanisms that adjust and amplify shocks, the effects of which each country feels differently. The aim of this session is to analyse just how turbulent the world economy is today, how it is increasingly unpredictable and to determine the room for manoeuvre that countries have in such a context.

Coordination: **André CARTAPANIS**
 (Le Cercle des économistes)

3:00 pm - 4:30 pm

Session 2 - Are There Different Forms Of Capitalism?

With the fall of the Berlin wall, the market economy has come to dominate –or perhaps we should call it an economy of markets, where each one operates to adjust in a decentralised manner and in line with a price acting as a signal. Since the 19th century, the market economy has been inseparable from capitalism in the form of joint stock companies, in other words, joint (private) ownership of capital by shareholders, these “capitalists” taking on employees, in a way more or less controlled by the State. Starting from the diversity – over time and space – of capitalism, this session will show what the institutions are valid “here and now”, with no dominant model or single path to growth. We will also study two challenges linked to the evolution of capitalism. Firstly, globalisation increases the scope of companies and the mobility of financial capital, while deepening the need for redistribution by the nation-state to compensate the losers. Secondly, in developed and developing countries alike, growth does not necessarily generate many unskilled jobs. How can capitalism evolve if it no longer requires work, and how can the social contract move forward if the redistribution mechanisms can no longer be founded on access to jobs, as is currently the case?

Coordination : **Akiko SUWA-EISENMANN**
 (Le Cercle des économistes)

16h30 - 18h

Session 3 - La souveraineté économique existe-t-elle encore ?

Dans une économie globalisée, les politiques économiques – tant budgétaires que monétaires – sont de plus en plus contraintes par la conjoncture internationale. Les crises sont systémiques tandis que la gestion des crises est presque exclusivement nationale. En outre, des canaux majeurs de transmission des politiques économiques pour faire face à celles-ci sont rendus inopérants par le niveau des dettes publiques et le niveau historiquement bas des taux directeurs. Peut-on dès lors parler de souveraineté économique si les pays sont inaptes à gérer les situations de crise ?

Face à la globalisation, deux réponses émergent : des tendances protectionnistes d'une part, et des processus de régionalisation d'autre part. La régionalisation prend des formes diverses, allant de l'union douanière à l'union monétaire dont la forme la plus élaborée est l'Union européenne.

Cette session étudiera les impacts qu'ont ces tendances protectionnistes et à la régionalisation sur la souveraineté économique des pays.

Coordination : **Bertand JACQUILLAT**
 (Le Cercle des économistes)

16h30 - 18h

Session 4 - Une économie peut-elle être dynamique sans croissance ?

Croissance et dynamisme économique sont longtemps allés de pair. Pour les pays développés, comme la France, personne n'est sûr qu'il en aille toujours de même. D'abord bien sûr parce que, depuis de longues années déjà, la manière même dont on comptabilise la croissance et le mieux-être qu'elle apporte sont en question. Savoir s'il faut remplacer une mesure du PIB par une autre ne doit toutefois pas faire oublier l'essentiel.

Les pays développés ont, en moyenne au moins, un revenu par tête élevé et une population qui maintenant progresse plus lentement. Pour eux, l'enjeu n'est-il pas autant de préserver leur revenu national et d'en améliorer la répartition et l'utilisation que d'en assurer, à tout prix, la croissance continue ? Le dynamisme économique d'un pays ne résiderait-il pas, dès lors, dans sa capacité à innover et à faire évoluer ses structures pour préserver ses équilibres internes dans un monde toujours plus instable, où les concurrences et les techniques évoluent sans cesse ? A celui qui dispose de ce dynamisme, la croissance nécessaire ne sera-t-elle pas donnée en sus ?

Coordination : **Anton BRENDER**
 (Le Cercle des économistes)

4:30 pm - 6:00 pm

Session 3 - Does Economic Sovereignty Still Exist?

In a globalised economy, economic policies –whether they are fiscal or monetary– are increasingly constrained by the international context. Crises are systemic while crisis management is almost exclusively national. Furthermore, the main mechanisms used to diffuse economic policies in order to tackle the crises are inoperative because of the level of public debt and historically low base rates. So can we talk about economic sovereignty if countries are unable to manage crisis situations?

Two responses are emerging in light of globalisation: protectionist tendencies on the one hand and regionalisation processes on the other. Regionalisation can take one of several forms, ranging from customs agreements to monetary union, the furthest developed example of which is the European Union.

This session will look at the impacts that these protectionist and regionalisation approaches have on countries' economic sovereignty.

Coordination: **Bertand JACQUILLAT**
 (Le Cercle des économistes)

4:30 pm - 6:00 pm

Session 4 - Can An Economy Be Dynamic Without Growth?

Growth and economic dynamism have long gone hand-in-hand. For developed countries, such as France, no one is sure that this is still the case. Firstly, of course, because for many years now, the very way in which we measure growth and the well-being it generates has been called into question. Discussion on whether to replace one measurement of GDP with another should not, however, eclipse the key question.

Developed countries have, at least on average, higher income per head and a population that is now growing at a slower rate. For them, isn't the issue more about preserving their national income and improving how it is shared out and used, rather than about ensuring continuous growth at all costs? In that case, doesn't the economic momentum of a country lie in its ability to innovate and update its structures to maintain internal balance in an increasingly unstable world, where competition and techniques are constantly changing? If a country develops that kind of momentum, won't the necessary growth come with it?

Coordination: **Anton BRENDER**
 (Le Cercle des économistes)

18h - 18h45

Amphi Portalis

Débat 1

Economie et Politique : quel pilote ?

Dans un monde complexe et interdépendant, la relation traditionnelle entre l'économie et le politique semble de plus en plus remise en question. L'économie entraîne des bouleversements de plus en plus rapides et profonds, pensons à la technologie, aux délocalisations ou aux inégalités tandis que le politique n'agit qu'avec d'extrêmes difficultés face à des attentes inconciliables et à des contraintes incontournables. Les décisions économiques et politiques semblent être prises dans des horizons de temps incompatibles, c'est un défi pour tous les dirigeants.

La souveraineté du politique et sa capacité décisionnelle sont-elles remises en cause par l'accélération des phénomènes et par la mondialisation ? La lenteur du politique est-elle un obstacle à la réactivité nécessaire à une économie dynamique ?

On constate aussi dans les sociétés occidentales une vraie crise de confiance dans le politique que l'on peut, en partie, attribuer à l'échec des politiques économiques successives. En parallèle, et de façon accrue depuis la crise financière de 2008, le pouvoir économique, en particulier financier, est bruyamment accusé par beaucoup de dicter son tempo au politique. D'un autre côté, face à un avenir qui inquiète, les intérêts établis sont mieux en mesure de résister aux changements qui leur seraient défavorables.

Le pouvoir accru de la sphère économique remet-il en cause la légitimité des choix démocratiques dans nos sociétés ? Comment, à l'inverse, rendre attractives la réforme aux yeux de ceux qui se sentent menacés ? Comment finalement mieux mettre en phase l'exercice des responsabilités des deux côtés du cockpit ?

Ces questions marqueront tout particulièrement l'année à venir puisque se dérouleront une succession d'élections majeures, notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et en France, dans un contexte où, partout, les enjeux autour de la maîtrise de l'économie, de la finance et du changement (ou de l'immobilisme...) social seront au premier plan en étant fortement portés par des candidats populistes.

Que peuvent, dès lors, être les attentes des acteurs de l'économie envers le politique ? Et inversement, qu'est-ce que le politique attend de l'économie ? Quels résultats, finalement, anticiper, pour l'économie mondiale de cette séquence électorale chargée ?

Coordination : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

6:00 pm - 6:45 pm

Amphi Portalis

Debate 1

Economy And Politics: What Is The Driving Force?

In a complex and interdependent world, the relation between economics and politics is increasingly called into question. The economy results in disruptions that are increasingly quick and deep – such as technology, relocations, and inequalities – while politics face conflicting expectations and deadlines? This is a challenge for all leaders.

Are the sovereignty and decision-making capacities of politics challenged by the acceleration of changes and by globalisation? Is the slow political pace obstructing the necessary reactivity of a dynamic economy?

In our western societies, there is a genuine crisis of confidence in politics, something that we can partially explain by the failure of one economic policy after another. At the same time, and to a greater degree since the 2008 financial crisis, the economic –especially financial– power, is loudly accused of imposing its pace to politics. On the other hand, faced with a worrying future, established interests are more able to resist unfavourable changes.

Does the power of economics challenge the framework and democratic legitimacy of our societies? Conversely, how to make reform attractive to those who feel threatened? Finally, how to coordinate between the two driving forces?

These issues are even more relevant today as we prepare for a series of major elections, most notably in Germany, the United States and France, where the question of economic and financial control, backed by populist candidates, is resurfacing.

As a consequence, what can economic stakeholders expect from politics? And, conversely, what does politics expect from the economy? Can the outcome of these elections have an effect on the world economy?

Coordination: Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

8h - 8h45

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 2

La stratégie française n'est-t-elle qu'européenne ?

De 1980 à 2050, la part de la France dans le PIB mondial va passer de 7% à probablement 2%. Quatrième économie de la planète il y a 25 ans, la France ne sera plus dans le G7 dans 35 ans. A horizon 2050, l'Union européenne représentera encore entre 8,5% et 13,5% du PIB mondial selon sa configuration. La question dès lors est de savoir si la stratégie extérieure de la France doit passer entièrement par le niveau européen, ou bien si cette stratégie européenne peut être complétée par une action via d'autres réseaux comme la Francophonie ou la Méditerranée, deux ensembles très dynamiques du point de vue démographique.

Par ailleurs, l'expression de la puissance d'un pays ne se résume pas à son poids économique ou démographique : la science, la culture, les entreprises, les valeurs participent aussi à l'influence internationale.

Ce débat dressera d'abord un constat de l'influence de la France et de l'Europe dans les institutions internationales et les cercles de coopération, mais aussi dans la vie des affaires, des sciences et de la culture. Puis on s'interrogera sur la manière la plus efficace pour la France de défendre ses préférences pour la coopération et la régulation, par opposition à l'auto-régulation par le marché. La discussion pourra s'articuler autour de scénarios, notamment pour ce qui concerne l'avenir de l'Union européenne.

Coordination : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

8:00 am - 8:45 am

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 2

Is French Strategy Only European?

From 1980 to 2050, France's share in global GDP will drop from 7% to probably 2%. The fourth-largest economy on the planet 25 years ago, France will no longer be in the G7 35 years down the line. By 2050, the European Union will continue to account for 8.5% to 13.5% of global GDP, depending on its membership. The question to ask is thus whether France's foreign strategy should be determined entirely at the European level, or whether the European strategy can be rounded out by action through other communities, such as the French-speaking world, or the Mediterranean, two highly-dynamic units from the demographic standpoint.

A country does not express its power only through its economy or demographics, however: its science, culture, enterprises and values also contribute to building its international influence.

In this debate, we will first take stock of France's and Europe's influence in international institutions and cooperation circles, as well as in business, the sciences and culture. Then, we will try to identify the most effective way for France to defend its preferences in cooperation and regulation, as opposed to market self-regulation. Discussion can take shape around different scenarios, in particular on the future of the European Union.

Coordination : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

10h00 - 10h30

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 3

Une entreprise peut-elle être emblématique d'un pays ?

Coordination : Jean PISANI-FERRY (Le Cercle des économistes)

10:00 am - 10:30 am

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 3

Can A Company Symbolise A Country?

Coordination : Jean PISANI-FERRY (Le Cercle des économistes)

11h45 - 12h30

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 4

Y a-t-il un modèle unique de réformes ?

Gage de sérieux et de renouveau, le terme « réforme » est constamment utilisé dans le monde politique. Ses implications sont pourtant peu évidentes. Austérité, expansion budgétaire, flexisécurité, tous ces termes traduisent des idéologies différentes sur lesquelles se baseront les réformes.

Réformer implique tantôt d'accroître le contrôle de l'Etat dans l'économie, tantôt d'offrir le plus de liberté possible aux acteurs économiques. Ainsi la période des Trente Glorieuses était-elle celle de la planification et la période qui a suivi – en particulier à partir de 1983 – celle de la déréglementation. Il n'y a pas d'unicité de la réforme dans le temps.

Qu'en est-il de l'unicité des réformes entre les pays ? A l'heure d'une interdépendance croissante, est-il envisageable d'appliquer un type de réformes radicalement opposé de celui des pays voisins et concurrents ? La France doit-elle nécessairement se résoudre à pratiquer une réelle politique d'austérité ?

S'il y a un modèle unique de réforme, qui le détient ? L'Allemagne ? Les Etats-Unis ? Les pays Scandinaves ? L'expression « réformer à la française » a-t-elle un sens ?

Coordination : Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)

11:45 am - 12:30 am

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 4

Is There A Single Way To Reform?

The word "reform" implies determination and renewal and is constantly used in the political realm. Yet its meaning is not that clear. Austerity, fiscal expansion and flexisecurity are all terms that reflect different ideologies on which reforms may be based.

Reform may entail increasing State control over the economy or, on the contrary, giving economic stakeholders as much freedom as possible. Take, for example, the three post-war decades of growth, characterised by high levels of state intervention, while the period that followed – particularly from 1983 onwards – was an era of deregulation. Reforms are never the same over time.

But are reforms alike, from one country to another? At a time when interdependence is on the rise, could we consider applying a reform that is radically opposed to the one being implemented in neighbouring or competitor countries? Should France resign itself to financial austerity?

If there is only one model for reform, whose is it? Germany? The United States? The Scandinavian countries? Does reforming *à la française* actually mean anything?

Coordination : Olivier PASTRÉ (Le Cercle des économistes)

14h45 - 15h15

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Débat 5

Comment réformer la France ?

Les pays européens qui ont récemment mené des réformes économiques importantes voient aujourd'hui leur situation économique se redresser, comme l'Espagne (réforme du marché du travail), ou l'Italie (marché du travail, banques, fiscalité). En France ou au Japon, l'absence ou la faiblesse des réformes est au contraire pénalisante.

Affirmer la nécessité des réformes est cependant insuffisant. Comment mettre en place celles-ci et quelle importance accorder au dialogue social ? Quel doit être le rôle des corps intermédiaires (parlements, syndicats), et celui des citoyens ou salariés (référendum) ? Comment évaluer l'efficacité des mesures ?

Il faut enfin s'intéresser aux déséquilibres engendrés. Comment compenser les perdants de certaines réformes (moindre protection de l'emploi, ouverture des professions protégées, fiscalité) et existe-t-il des réformes « gagnant-gagnant » ? Comment faire face aux risques liés à la flexibilisation du marché du travail (déflation, amplification de la bipolarisation, inégalités) ?

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

14:45 pm - 15:15 pm

Sciences Po Aix, Amphi Bruno Etienne

Debate 5

How To Reform France?

The European countries that recently engaged in major economic reforms are now seeing their economies go into recovery, for instance Spain (labour market reform), or Italy (labour market, banks, tax system). In France and in Japan, to name only two, the lack or limited extent of reform has, to the contrary, proved detrimental.

It is not enough to assert the need for reform, however. How should reforms be developed and how important should social dialogue be within that process? What part should intermediary bodies (Parliament, unions) and citizens or employees (referendum) play, respectively? How should the effectiveness of specific measures be assessed?

Lastly, attention should be paid to the imbalances caused. How should those who lose out as a result of certain reforms (less job protection, previously-protected professions open to competition, tax systems) be compensated and do there exist «win-win» reforms? How can the risks resulting from the labour market's greater flexibility (deflation, increasing bi-polarisation, inequalities) be best addressed?

Coordination : Patrick ARTUS (Le Cercle des économistes)

Parcours 1 - Le Contrat Social du pays idéal

8h45 - 10h00

Session 5 - L'Etat peut-il tout décider ?

La tâche de l'Etat est de maintenir et de faire évoluer le contrat social, de préserver le lien social et de garantir le bien commun. Jusqu'où s'étend cette tâche ? À quel niveau de pression fiscale, de dépenses publiques, de déficit et de dette s'équilibre la balance coûts-avantages ? Comment éviter le « plus d'État » au profit du « mieux d'État » ? Quelle rôle pour l'État-nation à l'ère de la souveraineté partagée ? Quelles formes paraétatiques pour une Europe en perpétuel devenir et dans une économie mondialisée sans retour possible (ou à des coûts exorbitants) ?

La dimension régaliennne est confrontée à de nouveaux défis : terrorisme et nouvelles guerres, sécurité versus liberté, justice publique ou arbitrage privé, nouvelles garanties de la propriété vs. allocation optimale ? Jusqu'où peut aller la substituabilité par le privé (prisons, armées, justice « privées ») ? Outre l'aspect régalien, les missions de l'Etat font face aux bouleversements dans la société. Comment évolue son rôle de coordination et de régulation ou pour palier les échecs de marché ? Quelle place à la protection sociale ? Comment le numérique incite-t-il à repenser les services de santé et d'éducation ? Le dérèglement climatique modifie-t-il les missions de l'Etat ?

10h30 - 11h45

Session 6 - Et si on numérisait le contrat social ?

Cette session vise à réfléchir au contrat social face aux bouleversements induits par la révolution numérique.

Celle-ci désigne moins le développement de secteurs d'activité spécifiques qu'une dynamique transversale. Dans tous les secteurs ou presque, à l'instar de certaines plateformes de financement, le numérique offre la possibilité de faire fi des intermédiaires traditionnels et des dispositifs légaux qui leur étaient attachés (contrats, garanties, impôts...).

Les conséquences pour les individus s'annoncent radicales. Tandis que le consommateur risque de bénéficier d'un moindre niveau de garantie, le travailleur pourrait quant à lui voir son statut évoluer du salariat vers des formes plus souples. Le partage entre effort productif et loisir, et la distinction-même entre les deux, sont également affectés.

A l'heure où certains acteurs du numérique deviennent incontournables, qui sont les réels bénéficiaires de ces évolutions ? Faut-il distinguer une économie collaborative marchande et non marchande ? Comment l'Etat, en tant qu'arbitre, peut-il préserver certains équilibres et redéfinir le contrat social ?

15h15 - 16h45

Session 7- Mais pourquoi réduire les inégalités ?

La dialectique entre croissance, inégalité des chances et inégalités de résultat commande les recommandations de politique économique en matière d'inégalité. On peut vouloir réduire les inégalités en elles-mêmes, parce qu'on les trouve insupportables moralement. On peut vouloir aussi les réduire parce qu'elles entravent la croissance économique comme dans un certain nombre de pays en voie de développement.

Dans les pays développés, la relation entre croissance et inégalités reste compliquée et quelque part, il existe sans doute un bon niveau des inégalités qui tout à la fois ne décourage pas les individus de fournir les efforts nécessaires et tout à la fois n'introduit pas des disparités insupportables entre les conditions de départ offertes aux futurs adultes de la génération suivantes. Y a-t-il une hiérarchie entre les différents motifs de réductions des inégalités ? Est-il possible d'aboutir à un seuil d'inégalités satisfaisant l'ensemble de ces critères ?

16h45 - 18h15

Session 8 - Qu'est-ce qu'un contrat social performant ?

L'objectif d'un contrat social consiste – dans le respect de valeurs partagées – à mobiliser, développer et allouer les contributions individuelles à la vie et aux projets d'une collectivité. L'efficacité d'un contrat social peut se juger en fonction de l'analyse coûts/bénéfices de trois volets qui s'articulent autour du couple éthique et impératifs d'efficacité : une valorisation équitable des contributions, des systèmes d'assurances contre les risques (chômage, maladie, vieillesse), des assistances aux mobilités (sociale, professionnelle...).

L'efficacité du contrat social tient aussi à la façon dont il s'accorde avec les caractéristiques des systèmes productif et financier. Comment s'analysent ces complémentarités institutionnelles et quelles leçons doit-on en tirer ?

Enfin, le niveau optimal de construction et de mise en application du contrat est une source de questions importantes. La construction d'un contrat social européen ne serait-elle pas le bon moyen de renforcer la cohérence de la zone ? Que faudrait-il alors garder du principe de subsidiarité qui prévalait jusqu'ici en ce domaine ?

Path 1 - Ideal Country: The Social Contract

8:45 am - 10:00 am

Session 5 - Can State Decide Everything?

The State's role is to uphold and adapt the social contract, to maintain social links and to guarantee the common good. But just how far does this role go? At what level of tax burden, public spending, deficit and debt do costs and benefits balance out? How do we avoid "more State" to achieve the "best of the State"? What place can the nation-state occupy in a now globalised economy (where globalisation could only be reversed at exorbitant cost)? What state reforms for a Europe in a constant state of flux?

The sovereign dimension comes up against some new challenges: terrorism and new wars, security versus freedom, public justice or private arbitration, new guarantees on ownership versus optimal allocation? Just how far can private substitution go ("private" prisons, armies and justice)? Apart from the sovereign aspect, the State's duties are to be considered in view of multiple social upheavals. How does the digital revolution force us to rethink health and education services? Does climate change alter the State's duties?

Coordination: **Pierre DOCKÈS**
 (Le Cercle des économistes)

10:30 am - 11:45 am

Session 6 - What If We Digitised The Social Contract?

This session will offer the opportunity to reflect on the social contract in the upheaval of the digital revolution.

This is less a revolution of specific business sectors than a cross-cutting dynamic. In every or almost every sector, like some financing platforms, digital technologies offer the opportunity to bypass traditional players and the legal architecture that was connected with them (contracts, guarantees, taxes, etc.).

The consequences for individuals promise to be profound. While consumers are at risk of seeing their level of guarantees slip, workers may see their status morph into more flexible forms of employment. The interaction between productive labour and leisure, and even the very distinction between the two, will also be affected.

In a day and age when certain digital players are becoming veritable fixtures of everyday life, who is really gaining from this change? Should the distinction be made between the merchant and non-merchant sharing economy? What can the State do, as arbitrator, to help preserve certain balances or redefine the social contract?

Coordination: **Christian SAINT-ÉTIENNE**
 (Le Cercle des économistes)

3:15 pm - 4:45 pm

Session 7 - But Why Reduce Inequalities?

The dialectic relationship between growth, unequal opportunities and disparate outcomes influences economic policy recommendations when it comes to inequality. We may wish to reduce inequalities because they are morally intolerable. We may also wish to reduce them because they are an obstacle to economic growth, as is the case in certain developing countries.

In developed countries, the relationship between growth and inequalities is still complicated and there is certainly some kind of "right" level of inequality, i.e. a level that does not discourage individuals from providing the necessary efforts but does not result in intolerable disparities in the conditions under which the next generation starts out in life. Can the different reasons for wanting to reduce inequalities be ranked? Is it possible to attain a level of inequality that satisfies all of those criteria?

Coordination: **Alain TRANNOY**
 (Le Cercle des économistes)

4:45 pm - 6:15 pm

Session 8 - What Is A Successful Social Contract?

The goal of a social contract is to comply with shared values in order to mobilise, develop and allocate individual contributions to a community's life and projects. The success of a social contract can be measured by analysing the costs and benefits of three dimensions that revolve around the notions of ethics and effectiveness: fair valuation of contributions, insurance against risks (unemployment, sickness and old age), and the promotion of mobility (social and professional).

This success also depends on how the social contract is aligned with the attributes of the financial and production systems. How are these institutional synergies analysed and what can we learn from them?

Finally, there are also some important questions about the optimum level for the construction and application of the contract. Wouldn't the construction of a European social contract be a good way of strengthening the zone's unity? And in that case, what should we retain of the principle of subsidiarity that prevailed in this sphere until now?

Coordination: **Jean-Paul POLLIN**
 (Le Cercle des économistes)

Parcours 2 - Les Opportunités Economiques du pays idéal

8h45 - 10h00

Session 9 - L'innovation sert-elle vraiment la croissance ?

Les activités liées aux progrès du numérique ont des effets profondément ambivalents sur l'emploi et la croissance.

Nos représentation sociales sont bouleversées : alors que l'économie des plateformes (Uber, Airbnb, Netflix) menace ses contreparties traditionnelles (taxis, hôteliers, audiovisuel), les professions intermédiaires « routinisables » sont en voie d'être remplacées par de nouveaux outils (robots, algorithmes), accentuant la polarisation du marché du travail. Les nouvelles formes de travail, si elles offrent des opportunités aux personnes éloignées de l'emploi, tendent à fragiliser la protection des individus (clients, travailleurs).

Par ailleurs, certaines innovations, porteuses de nouvelles perspectives de croissance, suggèrent un changement de paradigme : ainsi les « biotechs » ouvrent-elles la voie au traitement de certaines maladies, mais à un prix difficilement compatible avec les formes actuelles de couverture sociale.

Comment tirer parti des opportunités créées par cette économie disruptive, tout en limitant les dérives ?

10h30 - 11h45

Session 10 - Finance : arme de destruction massive ou bras armé des Etats ?

Baisses de PIB, destructions d'emploi, explosion des dettes publiques, efficacité amoindrie des politiques monétaires... la crise financière de 2007-2008 a plutôt fait apparaître la finance comme une arme de destruction massive de l'économie, de la confiance des ménages et de la classe politique de certains pays envers banques et marchés.

C'est pourtant bien la finance qui, favorisant la croissance de l'économie réelle, constitue un véritable « bras armé » des Etats. Mais la divergence d'approche des Etats rend difficile toute coopération internationale sur la régulation financière. Certains privilégient les marchés financiers et d'autres soutiennent l'activité bancaire ; certains Etats bâtissent une véritable stratégie – fonds souverain ou d'épargne retraite – d'autres adoptent des mesures populaires sans vision globale comme la taxe sur les transactions financières.

Les institutions financières internationales n'ont-elles pas une approche trop uniforme ? Le clivage entre les pays anglo-saxons et les pays d'Europe continentale n'est-il que le reflet d'une réponse différente à la question posée dans cette session ?

15h15 - 16h45

Session 11 - Entreprises et mondialisation : je t'aime, moi non plus

La mondialisation a sur les entreprises, qui en sont les acteurs majeurs, des effets ambivalents.

En répartissant leur chaîne de valeur dans un certain nombre de pays, les entreprises peuvent ainsi tirer parti des avantages comparatifs de chacun ; par ailleurs l'ouverture internationale leur donne accès à des marchés gigantesques, permettant des économies d'échelle et des économies d'envergure parfois considérables.

Si de nombreuses entreprises en tirent parti et renforcent ainsi leur compétitivité, les moins efficaces ou les moins adaptables courent en revanche le risque d'être évincées. Au sein même de celles-ci, la main d'œuvre non qualifiée des pays développés tend à être mise en concurrence avec celle, moins coûteuse, des pays du Sud, ce qui est source de déstabilisations importantes (délocalisations, mouvements sociaux), la force de travail étant moins susceptible de se déplacer géographiquement et sectoriellement que le capital.

Cette session analysera les effets positifs de la mondialisation sur les entreprises, mais aussi les facteurs de clivage (taille, secteur d'activité, business model, etc.), pour déterminer l'attitude que peut adopter un pays pour faire face à celle-ci.

16h45 - 18h15

Session 12 - Qui sont les créateurs de richesses ?

La question de l'origine de la richesse a toujours passionné les économistes, qui ont pu voir celle-ci dans les métaux précieux (mercantilistes), la production agricole (physiocrates) ou encore dans le travail lui-même (« classiques »).

Si l'entreprise, dont la vocation même est de dégager une « valeur ajoutée », semble jouer un rôle central, ce terme recouvre des réalités très diverses : les plus grandes entreprises, avec leurs capacités de recherche et d'investissement, ne jouent-elles pas un rôle essentiel ? Ou faut-il plutôt voir dans les entrepreneurs et « start-ups », par leur rôle disruptif, les véritables créateurs de richesse d'aujourd'hui ?

La place d'autres secteurs et acteurs mérite aussi d'être interrogée, à commencer par l'Etat, acteur essentiel de la création de richesses mais parfois accusé de l'entraver. Et que dire de la société civile, associations ou simples particuliers, dont les activités, parfois non comptabilisées, n'en ont pas moins une valeur ? Si comme l'affirmait Jean Bodin « Il n'est de richesse ni de force que d'hommes », la vraie création de valeur ne se trouve-t-elle pas dans le développement approfondi d'un « capital humain » pour que nous soyons tous créateurs de richesses ?

Path 2 - Ideal Country: Economic Dynamism

8:45 am - 10:00 am

Session 9 - Does Innovation Really Serve Growth?

Human activity resulting from the progress of digital has had profoundly ambivalent effects on employment and growth.

Our social representations have been transformed: as the platform-based economy (Uber, AirBnB, Netflix) develops into a real threat for traditional players (taxi drivers, hotel owners, the audiovisual sector), intermediary "routinisable" professions are progressively replaced by new tools (robots, algorithms), accentuating the polarisation of the labour market. While these new forms of work offer opportunities to those kept out of the labour market, they tend to weaken protection for individuals (customers, workers).

Furthermore, certain innovations, ushering in new growth prospects, also suggest a change in paradigm: for instance, «biotechs» pave the way for treating certain diseases, but at a price that is hard to reconcile with today's forms of social coverage.

How can we take advantage of the opportunities created by this disruptive economy, all the while keeping it in order?

Coordination: **Anne PERROT**
(Le Cercle des économistes)

10:30 am - 11:45 am

Session 10 - Finance: Weapon Of Mass Destruction Or Armed Wing Of States?

What with falling GDP, job losses, escalating public debt and weakened monetary policies, the 2007-2008 crisis left finance looking more like a weapon of mass destruction, hitting the economy, and household and political confidence in banks and markets in certain countries.

Yet it was finance that served as the States' "armed wing" by enabling the real economy to grow. The fact that States take very different approaches complicates international cooperation on financial regulation. Sometimes the priority is on developing financial markets, while on occasion it is a case of keeping up strength and competition between banks. At other times, the focus is on more popular measures that lack a global vision (e.g. tax on financial transactions).

Do international financial institutions take the «one size fits all» approach too far? Isn't the divide between the English-speaking world and continental Europe an illustration of the different approaches to the question put in this session's title?

Coordination: **Catherine LUBOCHINSKY**
(Le Cercle des économistes)

3:15 pm - 4:45 pm

Session 11 - A Love-Hate Relationship Between Businesses And Globalisation?

The effects of globalisation on businesses –key stakeholders in the process– are ambivalent.

As they break down their value chain in a number of countries, companies can make the most of the comparative benefits of each one. At the same time, an international outlook gives them access to huge markets, enabling often considerable economies of scale.

Although many businesses take advantage of this and boost their competitiveness, the least efficient or least willing to adapt tend to be pushed out. In those firms, the unskilled workforce in developed countries will end up competing with cheaper labour in Southern countries, which results in significant disruption (offshoring, social unrest, etc.), as the workforce is less likely than capital to move from one place to another or from one sector to another.

This session will look at the effects of globalisation on businesses, the factors contributing to the divide (size, sector, business model, etc.) and the attitude that a country can adopt to tackle this.

Coordination: **Dominique ROUX**
(Le Cercle des économistes)

4:45 pm - 6:15 pm

Session 12 - Who Creates Wealth?

Economists have long been passionate about the source of wealth, which some have seen in precious metals (the mercantilists), others in agricultural production (the physiocrats) or labour itself (classical authors).

The company, whose role it is to generate "added value", plays a central role, but this term covers some very diverse realities: the biggest companies have considerable research and investment capacities – do they not play a crucial role? Or, as we seek the real sources of wealth today, should we consider that entrepreneurs and start-ups are at the leading edge?

The role of other sectors and stakeholders should also be taken into consideration, including the State, a key stakeholder in wealth creation even though it is sometimes accused of impeding it. And what about civil society –not-for-profit organisations or individuals, whose activities are not often booked but still have value? As Jean Bodin said, "the only wealth is man" so does genuine value creation lie in the further development of "human capital" (education, health), making us all a source of wealth?

Coordination: **Philippe AGHION**
(Le Cercle des économistes)

Parcours 3 - Les territoires du pays idéal

8h45 - 10h00

Session 13 - La conquête des territoires est-elle toujours d'actualité ?

L'histoire du monde, autrement dit (bien souvent) celle de ses guerres, a été celle de la course aux territoires. Mais il s'agissait alors de terres, de mers, d'accès aux richesses minières et aux voies de communication. Le territoire était surtout géographique.

Est-ce que ceci va continuer de manière « classique », comme on le voit avec la montée des tensions en Europe, en Afrique-Moyen Orient et en Asie désormais, autour de la mer de Chine entre Chine, Vietnam et Japon ?

Est-ce que ceci va se doubler de nouvelles tensions sur de nouveaux territoires : ceux des langues, des droits de propriété, des fiscalités, des monnaies (et des juridictions qui leur sont liées), des ondes...

La mondialisation fait naître des risques croissants et interdépendants entre anciens et nouveaux territoires. Comment ceci va-t-il évoluer ? Allons-nous vers un monde polycritique où le concept de territoire aura éclaté, voire disparu ? Que deviennent alors la propriété et la sécurité – donc la croissance ? Comment définir des territoires dans ce monde post Westphalien – pour avancer ?

Coordination : Jean-Paul BETBEZE
(Le Cercle des économistes)

10h30 - 11h45

Session 14 - La frontière a-t-elle un rôle économique ?

Alors que dans un contexte de mondialisation croissante la notion de frontière semblait reléguée au second plan, celle-ci revient sur le devant de la scène au travers, en particulier, de la question très médiatisée des migrations. Qu'est-ce qu'une frontière et quel est son rôle économique ?

Cette session se propose de répondre à ces interrogations en traitant du rôle économique de la frontière dans ses dimensions historique, commerciale, environnementale et sanitaire, monétaire et financière, et démographique. Seront ainsi abordés l'historique des frontières et leur évolution, la réduction et la suppression des droits de douane parallèlement à l'importance croissante des mesures non tarifaires, l'instauration d'accords régionaux et de zones de libre-échange, l'impact des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les exportations, l'extraterritorialité en matière bancaire et financière, et les effets des mouvements migratoires.

Coordination : Valérie MIGNON
(Le Cercle des économistes)

15h15 - 16h45

Session 15 - Le monde est-il devenu villes ?

Les territoires et leur aménagement influencent profondément les comportements de production et de consommation de leurs habitants. La tendance, généralement renforcée par les dynamiques d'exode rural, est à la bipolarisation croissante entre des centres urbains attractifs agglomérant les activités – économiques, financières, sociales, culturelles – et des territoires périphériques – ruraux ou même périurbains – au dynamisme moindre, et parfois délaissés. Dans une économie mondialisée, les métropoles sont-elles devenues, plutôt que les pays, les véritables détentrices de la puissance économique et actrices de la concurrence internationale ?

D'autre part, alors que les défis générés au sein-même des pays sont nombreux et divers – désertification rurale dans les pays développés, urbanisation incontrôlée dans les pays en développement – comment préserver la cohésion sociale et nationale et faire face à la ségrégation croissante des territoires ? Quelles sont les perspectives offertes par les outils de la *Smart City* ?

Cette session s'attachera à analyser ces dynamiques et le rôle que doivent s'assigner les politiques publiques pour y faire face.

Coordination : Jean-Marie CHEVALIER
(Le Cercle des économistes)

16h45 - 18h15

Session 16 - Les territoires peuvent-ils être durables ?

La COP21 a débouché en décembre 2015 sur un Accord de Paris tout autant historique (près de 200 Etats ont validé une stratégie nouvelle) ... qu'insuffisant car les engagements nationaux restent très loin de l'objectif du 2°C.

Mais l'intense négociation sur le site du Bourget a également mis en avant la mobilisation des acteurs non gouvernementaux : entreprises, ONG et, surtout, villes et collectivités territoriales. Depuis 2006, plus de 50% des humains vivent en ville et, en 2050, cette proportion sera supérieure à 70 % (80% même dans l'OCDE). La lutte contre le changement climatique se jouera donc, très largement, dans leur périmètre où émergeront les nouvelles sociétés « bas carbone ». Cette capacité à réinventer les systèmes énergétiques, la mobilité, l'habitat, dans un environnement riche en big data, constituera non seulement un facteur déterminant dans la lutte contre le changement climatique, mais sera l'axe essentiel de la concurrence entre métropoles.

Coordination : Patrice GEOFFRON
(Le Cercle des économistes)

Path 3 - Ideal Country: Territories

8:45 am - 10:00 am

Session 13 - Is The Conquest Of New Territories Still On The Agenda?

The World's history, also (frequently) known as that of its wars, has been a race for new territories. Those territories were lands, seas, access to abundant mines and communications channels. Territory was above all a geographic concept.

Will this now continue in "traditional" form, as exemplified by the rising tensions in Europe, Africa-Middle East and Asia now, around the South China Sea, between China, Vietnam and Japan?

Will it be joined by new tensions on new territories: around language, property rights, taxation, currency (and the jurisdictions connected with them), waves...

Globalisation is bringing about growing and inter-dependent risks between old and new territories. How will all of this develop? Are we headed toward a polycritical world, in which the concept of territory will have been shattered to pieces or even gone out of being? What will become of property and security – and thus, growth? How should territories be defined in this post-Westphalian world, in order to enable progress?

Coordination: **Jean-Paul BETBEZE**
(Le Cercle des économistes)

10:30 am - 11:45 am

Session 14 - Do Borders Play An Economic Role?

While in an increasingly-global world, the concept of borders appears to be of secondary relevance, it is coming back to the fore, in particular, through the highly-publicised issue of migration. What is a border and what is its economic role?

This session endeavours to respond to these questions, by delving into the economic role of borders in their historical, commercial, environmental and health-related, monetary, financial and demographic aspects. Consequently, we will address the history of borders and their development over time, the reduction and abolition of tariffs alongside the growing prominence of non-tariff measures, the institution of regional agreements and free trade areas, the impact of health-related and phyto-sanitary measures on exports, extraterritoriality in banking and finance and the effects of migratory circulation.

Coordination: **Valérie MIGNON**
(Le Cercle des économistes)

3:15 pm - 4:45 pm

Session 15 - Do Cities Rule The World?

Territories and their development have a very deep influence on the production and consumption behaviours of their inhabitants. There is a trend, largely reinforced by the dynamics of rural exodus, towards greater bipolarisation between attractive urban centres concentrating economic, financial, social and cultural activities, and peripheral territories –rural or suburban– that are less dynamic and sometimes neglected altogether. In a global economy, have the large conurbations, rather than countries, become the real holders of economic power and stakeholders in international competition?

At the same time, while the challenges that exist within countries are numerous and varied –rural desertification in developed countries, uncontrolled urbanisation in developing countries– how do we preserve social and national cohesion and deal with the growing segregation of territories? What perspectives do *Smart City* tools offer?

This session will analyse these dynamics and the role to be played by public policies in response.

Coordination: **Jean-Marie CHEVALIER**
(Le Cercle des économistes)

4:45 pm - 6:15 pm

Session 16 - Can Territories Be Sustainable?

The COP21 in December 2015 culminated in a Paris Agreement which was as historical –nearly 200 nations approved a new strategy– as it was inadequate : national commitments remaining far below the 2°C target.

However, the intense negotiations in Le Bourget also cast the spotlight on highly-mobilised non-governmental players: enterprises, NGOs and, above all, cities and local authorities. Since 2006, over 50% of humanity has been living in cities and, in 2050, that percentage will have grown to over 70% (even 80% in OECD countries). The fight against climate change will thus, in very large part, play out on the very turf where new "low-carbon" societies are expected to emerge. This ability to re-invent energy systems, mobility and housing, in a Big Data environment, will be not only a decisive factor in the fight against climate change, but will prove the key angle for competing metropolises.

Coordination: **Patrice GEOFFRON**
(Le Cercle des économistes)

Parcours 4 - La population dans un pays idéal

8h45 - 10h00

Session 17 - Comment bénéficier de la contrainte démographique ?

Les effets liés à la démographie s'anticipent assez bien. Ainsi, avons-nous une idée assez claire et précise de ce que seront les populations en âge de travailler et les populations retraitées au cours des vingt prochaines années, et donc de ce que seront nos capacités de création de richesses. Les incertitudes démographiques se concentrent sur l'espérance de vie et la natalité qui ne devraient guère affecter ces capacités, ainsi que sur les mouvements migratoires dont le potentiel pourrait être significatif.

Comment inciter nos sociétés à anticiper les contraintes démographiques et à en gérer dès aujourd'hui les conséquences ? Les stratégies pour anticiper ces contraintes, tant l'allongement de la durée de vie active, que la constitution d'une épargne retraite / dépendance ou les mouvements migratoires, ne s'improvisent pas, pour des raisons à la fois humaines et techniques. Cette session tentera d'apporter des réponses à ces interrogations, forcément différenciées selon les économies concernées et les flux qu'elles entretiennent entre elles. La session discutera aussi les scénarios de rupture démographique, leurs causes, leur probabilité et leurs conséquences potentielles.

Coordination : **Philippe TRAINAR**
(Le Cercle des économistes)

10h30 - 11h45

Session 18 - Y a-t-il un modèle d'intégration ?

Le degré d'intégration des personnes immigrées dans le pays qui les accueille dépend de très nombreux facteurs, historiques, culturels, socio-économiques et également des politiques mises en place par les diverses administrations impliquées aux niveaux local, national et, pourquoi pas, supranational.

Il est évidemment difficile de distinguer simplement, ou de façon univoque, une personne intégrée d'une personne qui ne le serait pas ; il est encore plus difficile de s'entendre sur ce que serait le bon niveau d'intégration. Tout ceci rend les comparaisons entre les pays et les époques périlleuses et polémiques. C'est pourtant le défi que nous souhaitons relever dans cette session avec un seul objectif : parler d'intégration à l'heure où les flux migratoires s'accroissent et où les tentations de repli sur un entre soi fantasmé s'exacerbent en Europe.

Les participants à la session seront invités à évoquer des modèles d'intégration innovants ou qui ont fait leurs preuves afin de réfléchir ensemble aux politiques à mettre en œuvre.

Coordination : **Hippolyte D'ALBIS**
(Le Cercle des économistes)

15h15 - 16h45

Session 19 - Un marché du travail pour tous !

Les pays dont l'emploi a rebondi après la crise – Italie, Espagne, Portugal – ont tous mené d'importantes réformes du marché du travail. En Allemagne ou dans les pays Scandinaves, la formation des jeunes et des publics les moins qualifiés est une priorité pour l'Etat et les partenaires sociaux.

Aujourd'hui, la situation du marché du travail en France est devenue plus que préoccupante. Le chômage n'a jamais été aussi élevé depuis la seconde guerre mondiale. Les plus fragiles sont exclus du marché du travail : le taux de chômage des jeunes frise les 25%, le double dans certains territoires ; le chômage des seniors est un phénomène de longue durée ; 4 chômeurs sur 5 n'ont pas dépassé le Bac.

En France, le risque de chômage est non seulement élevé mais aussi très inégalitaire, ce qui entretient la défiance en direction des institutions, et nourrit aussi parfois la radicalité. Sur quels pays la France peut-elle prendre exemple pour améliorer le fonctionnement d'ensemble du marché du travail ? Comment peut-elle favoriser l'employabilité des jeunes, des seniors, des personnes faiblement qualifiées et de celles issues de l'immigration ?

Coordination : **Stéphane CARCILLO**
(Le Cercle des économistes)

16h45 - 18h15

Session 20 - Le capital humain est-il l'avenir des pays ?

La notion de capital humain peut prendre plusieurs sens. Dans une vision « productiviste », le capital humain constitue l'ensemble des connaissances, et autres ressources immatérielles dont dispose un individu pour contribuer à la production de richesses. Cette vision peut être élargie : au-delà de l'activité productive, les capacités d'un individu à exercer pleinement ses choix dépendent de manière cruciale de ses connaissances – donc de sa formation – et de sa santé. Prendre soin du capital humain, c'est veiller à ce que chacun développe l'ensemble de ses capacités, productives et autres. Le travail étant la principale source de revenus, l'accès à l'emploi doit également figurer parmi les objectifs principaux du maintien et du développement du capital humain.

Comment adapter la formation, initiale et continue, pour préparer au mieux les futurs travailleurs aux emplois de demain, voire d'après-demain, dans un monde qui connaît de fortes mutations technologiques ? Si le maintien de la santé va au-delà de l'objectif d'un « corps productif », pourquoi l'accès aux soins de santé devrait-il rester lié à l'exercice d'une activité salariée ouvrant des droits sociaux ?

Coordination : **Pierre-Yves GEOFFARD**
(Le Cercle des économistes)

Path 4 - Ideal Country: Population

8:45 am - 10:00 am

Session 17 - How To Benefit From The Demographic Constraint?

The effects of demography are fairly easy to anticipate. We therefore have quite a clear and accurate idea of the populations that will be of a working age or retired over the next twenty years, and thus what our wealth creation capacities will be. Demographic uncertainty mainly lies in life expectancy and birth rates, which hardly affect these capacities, and in migratory movements – the potential of which may be considerable.

How do we force our societies to anticipate demographic constraints and start managing the consequences today? The strategies applied to pre-empt these constraints, such as extending working life, setting aside retirement/dependency savings or migration, cannot be improvised, both for human and technical reasons. This session will look for answers to these questions, answers that will evidently differ depending on the economies concerned and the flows that occur between them. We will also discuss demographic rupture scenarios, their causes, their probability and the potential consequences.

Coordination: **Philippe TRAINAR**
(Le Cercle des économistes)

10:30 am - 11:45 am

Session 18 - Is There Such A Thing As An Integration Model?

The degree to which immigrants integrate into the society hosting them depends on a large number of factors – historical, cultural, and socio-economic as well as political – through the measures taken by administrative agencies involved at the local, national and even supra-national levels.

It is obviously difficult to simply and categorically distinguish an integrated person from one who is not; it would be even more difficult to come to common terms as to what the appropriate level of integration is. All of this makes comparisons between countries and periods of time both treacherous and controversial. It is nonetheless the challenge we will take on during this session, with a single aim: to discuss integration as migratory flows thicken and the temptation of pulling back into an idealised home community is felt more and more acutely across Europe.

Session participants will be invited to offer examples of innovative or proven integration models, opening up discussion as to the policies that should be implemented.

Coordination: **Hippolyte D'ALBIS**
(Le Cercle des économistes)

3:15 pm - 4:45 pm

Session 19 - A Labour Market For All!

The countries in which employment rebounded after the crisis –Italy, Spain and Portugal– all conducted sweeping labour market reforms. In Germany or in the Scandinavian countries, training for young people and less-qualified groups has been made a priority by the State and social partners.

Today, the situation on France's labour market is increasingly becoming cause for concern. Never since World War II has unemployment been so high. The most vulnerable groups are kept out of the labour market: amongst young people, unemployment is near 25%, and twice that much in certain territories; unemployment in the senior population is by definition long-term; and 4 out of every 5 unemployed persons do not hold a Baccalaureate.

In France, the risk of unemployment is not only high, but also very unevenly spread, thus sustaining the wariness in society toward institutions, and sometimes providing fodder to radical movements. To which countries can France look to improve the way its labour market works overall? How can it help young people, senior workers, the under-qualified and those born of immigration become better suited to the job market?

Coordination: **Stéphane CARCILLO**
(Le Cercle des économistes)

4:45 pm - 6:15 pm

Session 20 - Is Human Capital The Future Of Countries?

The notion of human capital can take several meanings. In a productivity-focused vision, human capital is all the knowledge and other immaterial resources that an individual has available to make a contribution to wealth creation. This vision may be extended: beyond the productive activity, an individual's capacity to freely enact his choices is critically dependent on their knowledge –and therefore his training– and his health. Taking care of human capital means making sure that everyone is able to develop all their capacities, productive or otherwise. Since work is the main source of income, access to jobs must also be one of the main goals of maintaining and developing human capital. How do we adapt education and vocational training to better prepare future workers for the jobs of tomorrow –or those of a more distant future– in a world undergoing huge technological change? If protecting health is not only concerned with the "productive body", why should access to healthcare remain linked to salaried work entitling people to welfare benefits?

Coordination: **Pierre-Yves GEOFFARD**
(Le Cercle des économistes)

Parcours 5 - Les politiques économiques du pays idéal

8h45 - 10h00

Session 21 - Nos politiques économiques sont-elles efficaces ?

L'étude de l'efficacité des politiques économiques est malaisée, tant dans la perspective *ex ante* qu'*ex post*.

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les canaux traditionnels des politiques économiques se sont asséchés : les niveaux d'endettement perçus comme trop importants contraignent les politiques budgétaires expansionnistes et les taux directeurs proches de zéro restreignent les impacts des opérations d'open market.

Savoir que les politiques traditionnelles sont inefficaces suppose de pouvoir les évaluer. Comment mesurer l'efficacité des politiques économiques ? N'est-il possible d'évaluer l'efficacité des politiques économiques qu'*ex post* ? A l'heure où les banques centrales pratiquent des politiques dites non-conventionnelles (assouplissement quantitatif ou encore assouplissement du crédit), il est en effet difficile d'anticiper leur effets.

Outre ces questions d'évaluations stricto sensu, la session aura comme objectif de proposer des pistes de réflexion sur la mise en œuvre des politiques. Quel niveau de décision pour quelle politique économique (échelon plus ou moins local selon le type de politique) ?

10h30 - 11h45

Session 22 - La culture est-elle une force de frappe économique ?

Les temps sont lointains où la culture semblait à l'écart de l'économie. Les études se multiplient qui mesurent la place du secteur culturel dans l'économie ou insistent sur ses externalités.

Chez nombre d'économistes, ce sont les spécificités de l'économie de la culture qui sont mises en avant : faut-il aider la production de spectacle vivant du fait d'un déficit structurel de productivité, comme le suggérait William Baumol dès le milieu des années 1960 aux Etats-Unis ? Comment les marchés de l'art se développent-ils, entre valeurs supposées refuge et tentations spéculatives ? Quelle protection sociale est-il légitime d'offrir aux artistes ? Comment les industries culturelles, confrontées précocement au numérique, ont-elles mis en place des modèles d'affaires innovants ? Le droit d'auteur doit-il évoluer et dans quelle direction ? Les protections adoptées autrefois – quotas d'œuvres européennes à la télévision, loi sur le prix unique du livre – demeurent-elles adaptées à un univers digital ? Comment les pratiques culturelles évoluent-elles, à quelles conditions le « tout gratuit » peut-il être évité ?

15h15 - 16h45

Session 23 - La fiscalité peut-elle servir l'attractivité ?

La classification des fonctions de l'Etat établie par Musgrave en 1959 reste pertinente pour évoquer les fonctions de la fiscalité, en tant qu'instrument privilégié des politiques budgétaires : allocation des ressources (financement des services publics, « taxe carbone » pour limiter la pollution...) ; redistribution (impôt sur le revenu progressif et allocations sociales), et maîtrise de la conjoncture.

A l'heure de la mondialisation et d'une concurrence croissante entre les pays, l'indépendance des Etats en matière fiscale semble néanmoins remise en question. Un taux de pression fiscal élevé peut ainsi nuire à la compétitivité, dissuader les embauches et investissements et donner des raisons aux citoyens d'un pays de partir. Dès lors, la tentation du « moins-disant » fiscal est grande pour attirer entreprises, capitaux et cerveaux. L'harmonisation de la fiscalité entre les pays est-elle une réponse pertinente et souhaitable ?

Théoriquement, une bonne fiscalité – finançant par exemple l'éducation et la formation, assurant des soins de santé... – devrait rendre les entreprises plus compétitives en favorisant la productivité des employés. Comment alors restaurer la confiance des entreprises et des citoyens vis-à-vis de la fiscalité ?

16h45 - 18h15

Session 24 - Faut-il enterrer Keynes ?

Lors des années 1930, Keynes révolutionne l'analyse économique : en cas d'équilibre de sous-emploi, l'Etat doit en effet se substituer aux agents privés pour relancer la demande globale. Ses conclusions inspireront les politiques monétaires et budgétaires de « stop and go » mises en place dans les décennies suivantes dans l'OCDE.

Si celles-ci ont été largement remises en cause depuis les années 1970, notamment du fait de l'efficacité amoindrie des politiques conjoncturelles en économie ouverte, les réflexes keynésiens semblent perdurer, si l'on en juge par les politiques monétaires et budgétaires expansionnistes mises en place à la suite de la crise de 2007-2008 notamment.

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la période actuelle est trouble : la politique budgétaire semble contrainte par des seuils à ne pas franchir, tandis que la politique monétaire est largement expansionniste. Les politiques économiques ne sont donc ni tout à fait keynésiennes, ni complètement libérales. Que reste-t-il des apports de Keynes dans nos politiques économiques, et que faut-il en garder ?

Path 5 - Ideal Country: Economic Policies

8:45 am - 10:00 am

Session 21 - Are Our Economic Policies Effective?

Studying the effectiveness of economic policies is no easy task, whether from an *ex ante* or *ex post* viewpoint.

In most OECD countries, the conventional channels for economic policy have been exhausted: debt levels are seen as too high, restricting expansionary fiscal policies, while base rates close to zero limit the impacts of open market operations.

Stating that traditional policies are ineffective implies that we are able to assess them. But how do you measure the effectiveness of economic policies? Isn't it only possible to measure the value of economic policies *ex post*? At a time when the central banks are applying so-called unconventional policies (quantitative easing or credit easing), it is indeed difficult to foresee their effects.

Other than these evaluation issues in their strictest sense, the session will also try to map out the options for policy implementation. What decision-making level does each economic policy require (local or a higher level, depending on the type of policy)?

Coordination: Pierre JACQUET
(Le Cercle des économistes)

10:30 am - 11:45 am

Session 22 - Culture: An Economic Strike Force?

The days are long gone when culture appeared to stand apart from the economy. More and more studies are being conducted to measure the cultural sector's place in the economy, or emphasising its externalities.

Many economists are placing the focus on the specifics of the cultural economy: should live performance productions be granted assistance, due to a structural lack of productivity, as William Baumol suggested from as early as the mid-1960s, in the United States? What are the dynamics of art markets, torn between the perception of safe-haven investments and speculative temptations? How much social protection can artists legitimately be offered? How did the cultural industries, faced early on with the challenge of digital, set up innovative business models in response? Does copyright need to take a new turn and, if so, in what direction? Are yesterday's forms of protection –quotas for European works shown on television, a single price for books– suited to a digital world? How are cultural practices developing and what conditions are needed to keep from ending up in a «free-for-all» model?

Coordination: Françoise BENHAMOU
(Le Cercle des économistes)

3:15 pm - 4:45 pm

Session 23 - To What Extent Does Taxation Serve Attractiveness?

The framework of government functions drawn up by Musgrave in 1959 remains relevant when discussing the functions of taxation as a preferred instrument in budgetary policy: resource allocation (funding public services, carbon tax to limit pollution, etc.), redistribution (tiered income tax and welfare benefits) and controlling the economic situation.

In the era of globalisation and greater competition between countries, state autonomy over fiscal matters is nonetheless being called into question. A high tax burden can be detrimental to competitiveness, dissuading recruitment and investments and giving a country's citizens a reason to move elsewhere. In this respect, it is tempting to become the "lowest bidder" in tax terms to attract companies, capital and talents. Is harmonising taxation between countries relevant and desirable?

Theoretically, the right taxation – to fund education, training and healthcare, for example – should make companies more competitive by encouraging workers' productivity. So how do we renew business and public trust in taxation?

Coordination: Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ
(Le Cercle des économistes)

4:45 pm - 6:15 pm

Session 24 - Time To Bury Keynes?

In the 1930s, Keynes revolutionised economic analysis, stating that where there is an underemployment equilibrium, the state should substitute for private agents to stimulate global demand. His conclusions inspired the "stop and go" monetary and fiscal policies introduced in OECD countries over the following decades.

While these were widely challenged in the 1970s, mainly due to the decreased effectiveness of stabilisation policies in the open economy, Keynesian reflexes still persist as shown by the expansionary monetary and fiscal policies implemented after the 2007-2008 financial crisis, for example.

Most OECD countries are going through troubled time: fiscal policy appears to be restricted by certain thresholds that must not be exceeded, while monetary policy is mainly expansionary. Economic policies are not therefore entirely Keynesian, but nor are they completely liberal. How does Keynes' input persist in today's economic policies and how much of it should we really retain?

Coordination: Patrick ARTUS
(Le Cercle des économistes)

8h30 - 9h00

Amphi Portalis

Débat 6 - Quel modèle de Défense pour le XXIe siècle ?

Coordination : **Hélène REY** Le Cercle des économistes)

8:30 am - 9:00 am

Amphi Portalis

Debate 6 - Which Defense Model For The 21st Century?

Coordination: **Hélène REY** Le Cercle des économistes)

9h00 - 10h00

Amphi Portalis

Session 25 - Réanimer la gouvernance mondiale

Le monde est globalisé (fractionnement des chaînes de valeur, firmes multinationales, mouvements financiers), de nombreux problèmes sont globaux (réchauffement climatique, épuisement des ressources halieutiques, raréfaction de certaines ressources minières, épuisement des sols), et la gouvernance globale peine à s'organiser. Une telle affirmation peut étonner après la COP21, où la catastrophe d'une absence d'accord sur un texte a pu être évitée. Mais comme on le sait, rien n'est encore fait puisque l'étage national va devoir maintenant se prononcer. En réalité trois obstacles majeurs s'opposent aujourd'hui à la mise en place d'une gouvernance mondiale.

Premier obstacle : la représentation des pays émergents, mais aussi des pays plus pauvres, dans les instances internationales chargées des problèmes globaux. Le basculement du centre de gravité de l'économie mondiale dépossède le vieux monde des moyens de ses ambitions, tandis que le nouveau monde n'a pas encore pris la mesure du rôle qui va devoir être le sien.

Deuxième obstacle : la hiérarchie des normes. La gouvernance n'est pas qu'une question de représentation, elle doit produire des normes, qu'il s'agit ensuite de faire appliquer. L'appareil à produire des normes existe (normes du travail, normes du commerce...) mais les inévitables conflits de normes sont insolubles faute de réflexion globale.

Troisième obstacle : le retour du fait national. Les enceintes de négociation des problèmes globaux ont depuis longtemps été des fora pour certains pays souhaitant faire avancer leur agenda propre. Ce qui est nouveau est le changement de perspective : le fait national s'oppose explicitement à l'approche globale des problèmes. L'approche de la résolution de conflits régionaux nous en offre une illustration dramatique.

Coordination : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

9:00 am - 10:00 am

Amphi Portalis

Session 25 - Restoring Global Governance

We live in a globalised world (fractioned value chains, multinational businesses and financial movements) and numerous issues have global scope (e.g. climate change, depletion of fishery resources, increasing scarcity of certain mineral resources or soil depletion), but global governance is struggling to take shape. This statement might come as a surprise after COP21 where the disaster of failing to come to an agreement was averted. However, we all know that nothing is yet set in stone as the national level now has to give its verdict. In reality, three major obstacles stand in the way of global governance.

The first is the representation of emerging and poorer countries on the international bodies that oversee global issues. The shift of the world economy's centre of gravity sees the old world disinherit of the resources it needs to match its ambitions, while the new world has not yet grasped the scope of the role it will be required to take on.

The next obstacle is the hierarchy of standards. Governance is not merely a matter of representation: it has to produce standards that then need to be applied. The standard-setting mechanisms are already in place (labour standards, trade standards, etc.) but there are inevitable conflicts over these standards that cannot be solved without a global approach.

The final obstacle is the re-emergence of nationhood. The arenas in which global issues are negotiated have long served as fora for certain countries seeking to push their own agendas. What is new is the change of perspective: nationhood explicitly opposes a global approach to issues. The way regional conflicts are resolved provides a dramatic example.

Coordination: Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

10h00 - 11h00

Amphi Portalis

Session 26 - Les pays sont-ils dépassés par les nouvelles technologies ?

Les frontières traditionnelles des Etats et des politiques publiques semblent dépassées par les nouvelles technologies : de l'intelligence artificielle au big data, du numérique et du cyberspace à la nanotechnologie, à la biotechnologie et à la robotique. Ces nouvelles technologies sont disruptives et avancent à un rythme exponentiel quand les politiques publiques peinent à se réformer. Les plateformes numériques, incarnées par les GAFA, ignorent les frontières et échappent aux régulations des pays tant en matière fiscale que juridique.

Les nouvelles technologies ouvrent-elles une ère de la singularité et du transhumanisme ? Ou doit-on voir plutôt dans ces nouvelles technologies une promesse pour les Etats de solutionner des problèmes récurrents sur la santé, l'éducation, l'emploi ? Quelles doivent être les interactions entre les politiques publiques et ces nouvelles technologies pour que ces dernières aillent dans le sens du bien commun et de l'intelligence collective ? Comment s'assurer de minimiser les externalités négatives et d'optimiser les externalités positives auprès des citoyens ? Quelle fiscalité et quelle régulation ? Comment lutter contre les positions dominantes ? Comment contrôler le cyberspace ?

Coordination : Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

10:00 am - 11h00 am

Amphi Portalis

Session 26 - Are Nations Overwhelmed By New Technologies?

The traditional borders between States and public policies appear to have been overtaken by new technologies: from Artificial Intelligence to Big Data, from digital and cyberspace to nanotechnologies, biotechnologies and robotics. These new technologies are disruptive and are moving forth at exponential speed, while at their side, public policies are struggling to reform. Digital platforms, embodied by the GAFA, know no borders and escape national regulations, whether fiscal or legal.

Are new technologies opening up an era of singularity and trans-humanism? Or should we be seeing in these new technologies a promise for States, which will be able to use them to solve recurring issues in health, education and employment? What interaction should there be between public policies and these new technologies, so that the latter can move towards the common good and collective intelligence? How can we ensure that negative externalities are kept to a minimum and optimise positive externalities with citizens? Which fiscal and regulatory measures would be best suited? How can dominant positions be best combated? How should we oversee cyberspace?

Coordination: Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

11h00 - 12h00

Amphi Portalis

Session 27 - Quelle forme aura la puissance de demain ?

Cette session s'interrogera sur les déterminants potentiels de la puissance des différents pays ou régions dans les cinquante ans à venir. Est-ce que le monde sera gouverné avant tout par les pays les plus innovants et les pays à la pointe technologique, ou bien par les pays les mieux dotés en ressources naturelles, ou encore par les pays les plus peuplés ou les mieux armés ? Est-ce que la concurrence entre pays opèrera comme catalyseur de développement économique et institutionnel ou bien découragera-t-elle un tel développement dans les pays moins avancés ? Quelle sera l'importance relative du soft power (hégémonie culturelle et institutionnelle) et celle du hard power (qui repose sur les rapports de forces stratégiques et militaires), ou encore celle des régimes démocratiques par rapport aux régimes autocratiques ? Comment la communauté internationale appréhendera-t-elle les différences démographiques et les phénomènes de migration ?

Coordination : Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

11:00 am - 12:00 am

Amphi Portalis

Session 27 - What Form Will Tomorrow's Power Take?

This session will look at the potential determiners of power in different countries or regions over the next fifty years. Will the world mainly be governed by the most innovative countries and those at the leading edge of technology, by countries that are well endowed with natural resources, or by the most populous or best-armed countries? Will competition between countries serve as a catalyst for economic and institutional development or will it discourage such development in less advanced countries? How important will soft power (cultural and institutional hegemony) be compared to hard power (based on relationships between strategic and military forces); and what about democratic regimes versus dictatorial administrations? How will the international community tackle demographic differences and migratory phenomena?

Coordination: Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

12h00 - 12h30

Amphi Portalis

Débat 7 - L'UE est morte, vive l'UE !

L'Europe cumule tous les défis. Confrontée à une croissance trop molle et à un chômage trop élevé, aux attaques terroristes, au drame des migrants, elle manque singulièrement de vision, de cap et de gouvernance.

L'Europe à plusieurs vitesses est déjà notre réalité. Il s'agit même de plusieurs Europe à plusieurs vitesses : les aires de référence sont différentes pour le marché unique, pour l'euro, pour ce qui reste de Schengen, pour l'embryon d'Europe de la défense, pour le projet de taxation des opérations financières (TFF),...Elles ne sont même pas les mêmes pour l'union bancaire (zone euro) et pour l'union des marchés de capitaux (UE).

Au point où nous en sommes, et à la lumière du référendum britannique, que faire ? Les améliorations apportées à la gouvernance européenne, en particulier à celle de la zone euro, étaient nécessaires mais clairement insuffisantes. Faut-il approfondir l'Europe autour d'un « noyau dur » resserré, quitte à provoquer des fractures politiques et des fragmentations économiques et financières, faut-il remettre en cause les ambitions initiales, ou convient-il de relancer la construction européenne sur des bases radicalement différentes ?

Coordination : Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

12:00 am- 12:30 am

Amphi Portalis

Debate 7 - The EU is Dead, Long Live The EU!

Europe is faced with a full set of challenges. Given lukewarm growth and excessive unemployment, terrorist attacks and the migrant tragedy, it clearly lacks vision, direction and governance.

We are already dealing with a multi-track Europe. In fact, there are multiple multi-track Europes: the reference systems are different for the single market, for the Euro and for what remains of Schengen, for the embryonic European defence system, for the planned financial transaction tax (FTT) and so on. Even the banking union (Euro zone) and the capital markets union (EU) operate within different scopes.

So in light of all that and the coming British referendum, what can we do? The improvements made to European governance, especially for the Euro zone, were necessary but clearly inadequate. Should we aim for closer European integration among a more restricted core group of countries, even if this triggers political fractures and economic and financial fragmentation? Should we call the original ambitions into question? Or is it a matter of starting European construction over again, on radically different bases?

Coordination: Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

12h30- 13h30

Amphi Portalis

Session 28 - Comment la France se positionne-t-elle dans le monde ?

Pour conclure ces débats nous allons tenter d'inscrire le positionnement de la France dans le monde à l'aune de quatre qualités complémentaires : le rayonnement économique bien sûr, mais aussi le rayonnement diplomatique, militaire et culturel. Certes la puissance diplomatique est liée au poids économique ; la puissance militaire dépend aussi des moyens économiques, de même que la capacité à influencer la gouvernance mondiale ou le rayonnement culturel. Et le positionnement actuel de la France résulte de tendances de long terme dans ces domaines. La question que cette session de conclusion va traiter est donc à la fois celle du positionnement de la France dans ces quatre domaines et celle de sa capacité à évoluer pour la renforcer. Pour cela nous ferons un point sur la France et son rayonnement diplomatique et militaire; sur l'influence de la France à travers son réseau éducatif et culturel, sa place dans la gouvernance mondiale, le rôle de ses industries innovantes et leur contribution à asseoir le rayonnement industriel français ...sans démentir à l'étranger.

Coordination : Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)

13h30 - 14h

Amphi Portalis

Conclusions et déclaration finale du Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

12:30 am - 13:30 am

Amphi Portalis

Session 28 - Where Does France Stand In The World?

To round off our debates, we will attempt to establish France's position in the world in relation to four complementary qualities: economic influence, of course, but also its diplomatic, military and cultural weight. Diplomatic power is certainly linked to economic force, and military might also depends on economic resources, as does the capacity to sway global governance or cultural influence. France's current position is the outcome of long-term developments in these areas. The question raised during this concluding session therefore focuses on France's standing in these four areas, together with its capacity to adapt to strengthen its position. We will review France's diplomatic and military influence, the impact it has through its educational and cultural network, its place in global governance, the role of its innovative industries and their contribution to enhancing French industrial influence –all without moving abroad!

Coordination: Laurence BOONE (Le Cercle des économistes)

13:30pm - 2:00pm

Amphi Portalis

Concluding Remarks and Final Statement by Le Cercle des économistes

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)